



Organisation  
internationale  
du Travail

# VISION ZERO FUND



Amélioration de la sécurité  
et de la santé au travail dans les  
**CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT  
MONDIALES DE L'AGRICULTURE:**  
Facteurs incitatifs et contraintes

ETUDE DE SYNTHÈSE

Copyright © Organisation internationale du Travail 2021

Première édition 2021

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à [rights@ilo.org](mailto:rights@ilo.org). Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site [www.ifrro.org](http://www.ifrro.org) afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

---

*Amélioration de la sécurité et de la santé au travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture. Facteurs incitatifs et contraintes: Etude de synthèse*

Bureau International du Travail – Genève, BIT, 2021

ISBN: 9789220360132 (imprimé)

ISBN: 9789220360149 (pdf Web)

---

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web [www.ilo.org/publns](http://www.ilo.org/publns).

Amélioration de la sécurité  
et de la santé au travail dans les

# **CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT MONDIALES DE L'AGRICULTURE:**

Facteurs incitatifs et contraintes

**ETUDE DE SYNTHÈSE**

## Remerciements

La présente étude de synthèse a été rédigée par Stacey Frederick, Directrice générale du Centre des chaînes de valeur mondiales de l'Université de Duke, et Alizée Charbonneau, Responsable technique auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Jack Daly et Danny Hamrick, de l'Université Duke, ont apporté leur soutien à la recherche. Le rapport a bénéficié de la revue technique d'Ana Catalina Ramirez, spécialiste technique en sécurité et santé au travail (OIT), et des commentaires des collègues de l'OIT du Fonds Vision Zéro, notamment Ockert Dupper, Mini Thakur, Maria Munaretto, Mariana Infante Villarroel, Rodrigo Mogrovejo et Bernard Foe Andegue.

Le rapport a également bénéficié des observations d'Andrew Christian, spécialiste technique de l'inspection du travail et de la sécurité et santé au travail (OIT), de Magdalena Bober, spécialiste des relations du Bureau des activités pour les employeurs (OIT) et de Yasuhiko Kamakura, spécialiste des produits chimiques, du pétrole et du gaz (OIT).

Les auteurs sont responsables du contenu et des opinions exprimés dans cette publication. Ce contenu ne reflète pas la position officielle de l'OIT.

Ce document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne. Les opinions exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne.

# Sommaire

---

<b>Introduction</b>	<b>4</b>
<b>1. Caractéristiques des chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture</b>	<b>6</b>
<b>2. SST et profils de vulnérabilité</b>	<b>14</b>
2.1 Travaux agricoles	16
2.2 Transformation	20
<b>3. Facteur incitatifs et contraintes pour l'amélioration de la SST</b>	<b>24</b>
3.1 Dynamique entre les différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement	26
3.2 Système national de SST	29
3.3 Canaux de soutien	31
<b>4. Conclusions</b>	<b>34</b>
<b>References</b>	<b>39</b>

---

# Introduction

---

Des biens et des services sont produits et échangés entre de nombreux pays et entreprises qui interviennent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les chaînes d'approvisionnement sont définies comme "les biens et les services qui traversent les frontières internationales pour la consommation ou comme intrants dans une autre production" (OIT, OCDE, OIM et UNICEF 2019, 2). La participation aux chaînes d'approvisionnement mondiales a apporté de la croissance économique et des emplois aux travailleurs dans de nombreux pays; cependant, les lacunes à tous les niveaux des chaînes d'approvisionnement mondiales ont contribué aux déficits de travail décent, notamment dans le domaine de la sécurité et santé au travail (SST) (OIT 2016a).

Les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'alimentation et de l'agriculture représentent un fort pourcentage du commerce mondial, tant en valeur qu'en volume (OIT 2017a). Selon les estimations de l'OIT, en 2019, le secteur agricole représentait 26 pour cent de l'emploi mondial et plus de la moitié de l'emploi total dans de nombreuses économies en développement.<sup>1</sup> L'agriculture est l'un des trois secteurs d'activité les plus dangereux en termes de mortalité, de blessures et de maladies liées au travail (OIT 2010; OIT 2013a; OIT 2014). Au niveau mondial, 27 pour cent des agriculteurs, des travailleurs agricoles et des pêcheurs ont été enregistrés comme ayant été gravement blessés alors qu'ils travaillaient (Lloyd's Register Foundation et GALLUP, 2019).

Afin de documenter l'élaboration de stratégies visant à améliorer la SST dans les chaînes

d'approvisionnement mondiales de l'agriculture, il est nécessaire de mieux comprendre quels sont les obstacles en matière de SST dans ces chaînes et quelles peuvent être les possibilités d'amélioration. Le Fonds Vision Zéro (voir encadré 1) s'efforce de combler les lacunes dans les connaissances grâce à diverses activités et initiatives de recherche, en particulier en procédant à des évaluations des facteurs incitatifs et des contraintes pour l'amélioration de la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, afin de concevoir des interventions et des activités adaptées au niveau des pays en ciblant une chaîne d'approvisionnement mondiale spécifique dans le pays sélectionné. La méthodologie utilisée dans les évaluations a été élaborée par l'OIT (ILO 2018).<sup>2</sup>

Les évaluations aident à identifier les dangers et les risques professionnels auxquels les travailleurs sont exposés à différents niveaux des chaînes d'approvisionnement mondiales. Elles tentent également de cerner les groupes de travailleurs exposés à ces dangers ainsi que les travailleurs les plus susceptibles d'être exposés et qui ont une capacité limitée à faire face aux conséquences d'une telle exposition (également appelés "profils de vulnérabilité en matière de SST"). Enfin, ces évaluations analysent les facteurs incitatifs et les contraintes à prendre en compte pour améliorer la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. En mai 2020, sept études de cas avaient été menées dans le secteur agricole, portant sur cinq produits (café, coton, gingembre, litchis et huile de palme) et six pays (Colombie, Indonésie,

---

1 Données extraites le 29 janvier 2021 de la base de données ILOSTAT.

2 La méthodologie a été élaborée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans le cadre du programme phare Sécurité + Santé pour Tous. La méthodologie s'appuie sur l'approche des systèmes de marché pour le travail décent de l'OIT. La terminologie utilisée dans le présent rapport se fonde sur ce document.



Madagascar, Mexique, Myanmar et République démocratique populaire lao).<sup>3</sup>

L'objectif du présent examen de synthèse est d'identifier, sur la base de ces études de cas, les profils de vulnérabilité en matière de SST ainsi que les facteurs et contraintes communs à prendre en compte pour l'amélioration de la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture. Ses conclusions fournissent des informations qui pourront contribuer à élaborer des stratégies efficaces pour améliorer la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture et pour pointer les lacunes de connaissances et le potentiel pour de futures recherches.

Lorsqu'elles identifient et analysent les vulnérabilités en matière de SST, la plupart des études de cas de l'OIT se concentrent sur les stades de la chaîne d'approvisionnement mondiale qui ont lieu uniquement dans ces pays en développement. Les études ne couvrent pas les conditions de travail des travailleurs dans la production des intrants en amont (intrants agricoles) ni dans la distribution et la commercialisation finales. Alors que toutes les études portaient sur l'agriculture, l'analyse des activités de transformation était limitée à certains pays. Cela s'explique en partie par le fait que les activités de transformation effectuées

pour certains produits sont limitées dans certains pays.

Les informations contenues dans la présente étude de synthèse pour la Colombie, Madagascar, le Mexique, le Myanmar et la République démocratique populaire lao proviennent des études de cas nationales et l'analyse se limite aux informations disponibles dans les études. Aucune donnée primaire supplémentaire n'a été recueillie. Les conclusions du présent rapport doivent être lues dans ce contexte.

Le présent document livre les résultats de l'examen de synthèse. La première section traite des caractéristiques générales des chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture, en se servant des données de l'étude de cas de l'OIT comme référence. La deuxième section décrit les profils de vulnérabilité en matière de SST pour les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture en matière de production et de transformation des produits couverts dans les études de cas. Elle est suivie par une présentation des facteurs incitatifs et des contraintes pour l'amélioration de la SST. Le rapport se termine par une synthèse des conclusions et des recommandations pour les recherches futures.

## VISION ZÉRO FUND

Le Fonds Vision Zéro est une initiative du G7 soutenue par les pays du G20. Il vise à prévenir les accidents, blessures et maladies professionnels graves et mortels dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Le fonds est administré et mis en œuvre par l'OIT et est une composante essentielle du programme phare de l'OIT Sécurité + Santé pour Tous. Actuellement, le Fonds est actif dans huit pays et dans deux secteurs: l'habillement/le textile et l'agriculture. Pour plus d'informations, voir: [www.ilo.org/vzf](http://www.ilo.org/vzf).

<sup>3</sup> Les études de cas réalisées en Colombie, en Indonésie et à Madagascar ont été menées dans le cadre d'un projet conjoint OIT-UE visant à améliorer la base de connaissances et la sécurité et santé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, afin de soutenir les travaux du G20 sur des postes de travail plus sûrs, dans le cadre du programme phare Sécurité + Santé pour Tous.

1

# Caractéristiques des chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture









# 1. Caractéristiques des chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture

---

Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont des structures organisationnelles complexes, diverses, fragmentées, dynamiques et en perpétuelle évolution (ILO 2016b). Celles de l'agriculture ne font pas exception. Elles diffèrent en fonction des produits, des procédés et des marchés finaux, et différents types d'entreprises et de travailleurs interviennent dans différents pays et niveaux de la chaîne. La présente section fournit un bref panorama des points communs et des différences entre les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture dans les études de cas de l'OIT.

Comme décrit dans le tableau 1, les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture vont de la fourniture d'intrants à la commercialisation et à la distribution. Les intrants les plus importants pour le secteur sont les semences, les produits agrochimiques (engrais, herbicides, fongicides et pesticides) ainsi que les équipements et machines agricoles. Dans les pays examinés, ces intrants sont souvent importés.

Dans les études de cas de l'OIT, l'étape de l'exploitation agricole ou de la production agricole de la chaîne d'approvisionnement mondiale de l'agriculture commence par la préparation des terres et la plantation de semences.<sup>4</sup> Puis, suivent l'entretien de la culture (comme la fertilisation, le traitement/pulvérisation, l'élagage et le désherbage), et enfin la récolte. Après la récolte, les produits sont transportés pour être transformés. Les activités agricoles sont similaires d'un produit à l'autre, bien que la terminologie utilisée dans chaque secteur diffère. La phase des travaux agricoles est celle qui emploie le plus de travailleurs, en particulier l'entretien de la

culture et la récolte, qui représentent le plus grand nombre de travailleurs dans les études de cas de l'OIT.

L'étape de traitement/transformation est divisée entre la production destinée à la consommation de produits frais et la transformation. Les activités de transformation varient selon les produits. Le café, par exemple, implique le dépulpage (humide ou sec), le broyage, le décorticage et le tri, alors que l'huile de palme implique la stérilisation, le pressage, l'ébullition et le raffinage. Le traitement varie également en fonction de l'utilisation finale; le gingembre, par exemple, peut être séché pour l'exportation ou exporté frais. Le gingembre frais est trié, lavé, taillé ou coupé, traité et conditionné pour l'exportation.

Souvent, le traitement ou la transformation est réalisé dans une installation industrielle ou une usine. Par rapport à l'exploitation agricole, la transformation emploie moins de travailleurs occasionnels et davantage de travailleurs permanents. Il n'est pas rare que certaines activités de transformation aient lieu dans un pays différent de celui de production. Dans certains cas, les activités de transformation primaire sont accomplies par de petits exploitants dans des installations villageoises ou au sein même des foyers.

La distribution et la commercialisation sont les dernières étapes de la chaîne avant la consommation. Les activités consistent ici à valoriser, commercialiser et labéliser le produit final et à le distribuer au consommateur. Ces activités sont réalisées par l'entreprise donneuse d'ordre ou par le propriétaire de la marque et se déroulent pour la plupart dans des pays développés ou dans le pays de consommation.

---

<sup>4</sup> La fréquence des activités de préparation des terres et de plantation varie en fonction de la récolte, d'une fois par an à une seule fois sur plusieurs années.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales impliquent également un ensemble d'acteurs et d'institutions soutenant la SST, parmi lesquels:

- les autorités nationales responsables de la SST (comme le ministère du Travail et le ministère de la Santé), les ministères responsables du secteur (par exemple, le ministère de l'Agriculture ou celui de l'Industrie) et le ministère du Commerce;
- les institutions impliquées dans la prévention de la SST, promotion et indemnisation (telles que les institutions de santé et de protection sociale, les services de santé au travail<sup>5</sup>, les services de conseil en matière de SST et les prestataires de formation);
- les prestataires de services liés à l'emploi et aux compétences (publics ou privés);
- les détaillants d'intrants, qui apportent un soutien aux agriculteurs;
- les organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres associations, telles que les coopératives et les organisations d'agriculteurs;
- les initiatives privées de contrôle de la conformité<sup>6</sup> et de certification.

## Unités économiques et types d'emploi

Les opérations agricoles et de transformation sont réalisés par différents types d'unités économiques interconnectées et de travailleurs. Les activités agricoles sont accomplies par

de petites exploitations, des coopératives (pour certains produits), de grandes plantations/exploitations et des intermédiaires (ramasseurs ou négociants). L'exploitation agricole implique un nombre important de travailleurs et d'entreprises informels. Les petites exploitations sont des agriculteurs indépendants ou des entreprises informelles qui emploient des travailleurs informels, dont le propriétaire de l'exploitation, des membres de la famille et parfois des travailleurs journaliers temporaires. L'exploitation agricole se pratique également dans des plantations ou de grandes exploitations qui emploient à la fois des travailleurs permanents et formels ou de la main-d'œuvre temporaire informelle.<sup>7</sup> Certaines tâches, comme la récolte, sont souvent des emplois temporaires car elles nécessitent un nombre important de travailleurs pendant une courte période.

Le nombre d'étapes de transformation varie selon le produit et l'utilisation finale, et le nombre d'unités économiques (agriculteurs, intermédiaires et transformateurs) impliquées dépend du degré d'intégration verticale. En général, les plantations sont souvent rattachées à un transformateur ou lui appartiennent. Les petits exploitants peuvent être indépendants, membres d'une organisation de producteurs telle qu'une coopérative, ou rattachés à un transformateur ou à un négociant spécifique. Parfois, les petits exploitants effectuent une première transformation avant de vendre leur production. Les plantations produisent généralement pour l'exportation, tandis que les petits exploitants produisent à la fois pour le marché intérieur et pour l'exportation.

5 Les services de santé au travail fournis par les professionnels de la santé au travail comprennent des activités promotionnelles, préventives et curatives. Il existe plusieurs modèles, qui peuvent être combinés au niveau national: des services externes, des soins de santé privés, des soins de santé primaires et des centres publics de santé fournissant des services de santé au travail, des services collectifs détenus ou organisés par plusieurs sociétés et des polycliniques hospitalières.

6 Les initiatives privées de contrôle de la conformité sont définies par leur statut de mécanismes privés volontaires de suivi du respect des normes publiques (lois ou règlements) ou des normes privées (codes de conduite, etc.) (OIT 2013b). Il en existe de divers types, dont les auto-évaluations (systèmes de gestion), la vérification (interne et externe), la certification et l'étiquetage et les rapports publics. Les initiatives privées de conformité visent à fournir à l'entreprise un niveau de transparence externe qui soit généralement compatible avec le droit national (OIT 2013b).

7 L'emploi temporaire, dans le cadre duquel les travailleurs ne sont engagés que pour une période déterminée, recouvre les contrats à durée déterminée, ceux conclus pour la réalisation d'une tâche ou d'un projet définis, ainsi que le travail saisonnier ou occasionnel, y compris le travail journalier.

► Tableau 1. Caractéristiques des chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture

Étapes de la chaîne de valeur	Matières premières/ intrants	Culture	Transformation	Commercialisation et distribution
Processus de transformation	a) Fourniture d'intrants	b) Production, c) Ramassage, intermédiaires de transport	d) Transformation	e) Exportation et importation; f) Commercialisation et distribution
Produits	Semences Produits agrochimiques (engrais, herbicides, fongicides et pesticides) Machines Équipement	Cerises de café fraîches  Litchis frais  Gingembre  Coton  Grappes de fruits frais (huile de palme)	Fèves en parche, fèves vertes (café)  En conserve/congelés, frais (litchis)  Frais ou séché (gingembre)  Fibre (coton)  Huile de palme brute, huile de palmiste brute (huile de palme)	Grains torréfiés ou moulus; instantané (café)  Frais ou en conserve (litchis)  Frais ou épice (gingembre)  Textiles (fils, tissus), puis habillement, produits d'hygiène (coton)  Alimentation, cosmétiques/savon, biodiesel (huile de palme)
Statut en emploi	Varie en fonction de l'intrant et du pays producteur	Indépendant (agriculteur) Membres de la famille Travailleurs temporaires (y compris les travailleurs migrants) Permanents (travailleurs agricoles) <sup>1</sup>	Permanent (personnel de base) Temporaire (1-5 mois)	Varie en fonction du produit et des pays
Type d'entreprises/ unités économiques	Varie en fonction de l'intrant et du pays producteur	Petits exploitants Plantations/domaines Commerçants/ intermédiaires (prestataires de services) Coopératives	Usines/moulins Petits exploitants, installations communautaires <sup>2</sup>	Se fait dans d'autres pays (importateurs, distributeurs, détaillants)
Métiers	Varie en fonction de l'intrant et du pays producteur	Agriculteur/travailleur agricole Porteurs/manutentionnaires/commerçants	Trieurs/nettoyeurs Opérateurs de machines	Varie en fonction du produit et des pays
Activités/ opérations	Souvent importés	Préparation de la terre/culture Plantation Entretien des cultures (traitement/ pulvérisation, taille, désherbage) Récolte/cueillette Chargement  Transport vers la transformation	Dépulpage (humide/sec), broyage/écorçage, triage (café)  Traitement, tri (litchis)  Stérilisation, pressage, ébullition, raffinage (huile de palme)	Transport (tous) Torréfaction (café)  Emballage Branding Vente au détail

**Remarques:**

1 Semblent représenter moins de 10 pour cent de la main-d'œuvre agricole;

2 Pour certains produits et pays comme le café, les petits exploitants se livrent à certaines activités de transformation initiale en interne ou dans des installations partagées, en utilisant souvent des méthodes moins sophistiquées.

**Sources:**

Huile de palme, litchi et café de Colombie : ILO 2017a; café de République démocratique populaire lao : Boquiren and Idrovo 2020; café du Mexique : Mogrovejo et al. 2020; coton de Madagascar : Rasolonjatovoarivelo 2020; gingembre du Myanmar : Boquiren and Villarroel 2018; Ryan and Htay 2021.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales spécifiques présentent les caractéristiques communes suivantes :

- Tous les produits couverts par les études de cas sont saisonniers, sauf l'huile de palme (les grappes de fruits frais sont récoltées tous les 15 jours). Les produits saisonniers sont récoltés une fois par an, pendant deux semaines dans le cas des litchis et jusqu'à cinq mois pour le coton.
- L'étape agricole de la chaîne n'est pas concentrée en termes de nombre d'entreprises, mais les étapes intermédiaires et en aval du café et de l'huile de palme le sont. Dans le domaine de l'huile de palme, six entreprises représentent plus de 90 pour cent du commerce mondial. Dans le domaine du café, cinq sociétés commerciales internationales représentent plus de 40 pour cent du commerce total du café, et deux torréfacteurs représentaient un quart du marché mondial en 2016 (CNUCED 2018).
- Les zones de production à l'intérieur des pays sont concentrées dans quelques régions rurales, sauf en Colombie et au Mexique, où la production est plus étendue.

## Produits finis et types d'acheteurs

Les produits agricoles se distinguent par le degré de transformation nécessaire pour qu'ils deviennent un produit fini et par la manière dont le produit fini est vendu sur le marché. Ces aspects sont étroitement associés au type d'acheteur final. Par exemple, le **café** est un produit de consommation qui présente les caractéristiques d'une gouvernance axée sur l'acheteur. Dans les chaînes axées sur l'acheteur, les produits finaux sont vendus par des entreprises donneuses d'ordre (marques/détaillants) qui contrôlent les activités de marketing et de gestion de la marque. Ces entreprises ne possèdent pas les étapes de la

production, mais achètent ou sous-treatent à des tiers ne faisant pas partie de leur groupe.

Le deuxième groupe est constitué de produits vendus sous forme fraîche ou peu transformée (**gingembre et litchis**) et représente des produits de niche ou de spécialité. La transformation varie souvent en fonction du marché final. Par exemple, le gingembre du Myanmar est vendu via l'Union européenne (UE), les États-Unis d'Amérique et le Japon (gingembre séché et certifié/gingembre frais), d'autres pays asiatiques (gingembre frais) et le marché intérieur.

L'**huile de palme et le coton** sont des produits de base incorporés dans des produits alimentaires génériques et des produits de consommation non alimentaires. L'huile de palme est utilisée comme huile de cuisson, mais elle entre aussi notamment dans la fabrication de cosmétiques, de savon et de biodiesel. Le coton est principalement transformé en textiles qui sont à leur tour transformés en vêtements, en articles d'ameublement et en produits d'hygiène. Tous deux sont produits en grandes quantités dans le monde entier.

Le tableau 2 fournit des estimations de l'emploi à l'étape de l'exploitation agricole de la chaîne dans chaque étude de cas, ainsi que la répartition des travailleurs par unité économique et par statut d'emploi dans l'agriculture. Il comprend également l'emploi dans la transformation, lorsque cette information est disponible. L'exploitation agricole emploie de nombreuses personnes dans tout le pays, et bien plus que la transformation. Par exemple, 5,5 millions de personnes sont engagées dans la culture de l'huile de palme en Indonésie, tandis que la transformation emploie environ 66 000 travailleurs. C'est le seul pays et produit où la culture est partagée entre les petits exploitants et les plantations. Les litchis et le gingembre sont cultivés exclusivement par de petits exploitants. D'après les données disponibles dans les études de cas, moins de 10 pour cent des travailleurs engagés dans l'agriculture occupent des postes permanents en tant que travailleurs agricoles.



► Tableau 2. Cas de pays : taille et types d'emplois et d'entreprises

Produit	Pays	Emploi agricole	Emploi dans la transformation	Emploi agricole par type d'unité et statut des travailleurs agricoles	
				Petits exploitants	Plantations <sup>1</sup>
Huile de palme	Indonésie (2017)	5,5 millions	~66 000 (600 usines de 70 à 150 employés)	Répartition assez égale - Petits exploitants (famille)	Plantations (permanentes, temporaires/ formelles, externalisées, informelles)
Litchis	Madagascar (2017)	45 000	Transformateurs : 4000 Transporteurs : 4000	Petits exploitants (tous), à l'exception de 450 producteurs vendant à une seule coopérative biologique/équitable	--
Coton	Madagascar (2018)	50 000 + 7 495 agriculteurs	550 (égrenage) (temporaire/ formel)	Travailleur journalier/travailleur familial	--
Gingembre	Myanmar (2017)		Transformateurs : 407 Intermédiaires : 4032 <sup>2</sup>	Petits exploitants (tous)	--
Café	Colombie (2017)	15 000	Battage : 1 341 emplois annuels	Petits exploitants (85 pour cent de la production < 10 hectares) Statut de travailleur: Producteur de café (46 pour cent), Famille (24 pour cent), Temporaire (31 pour cent). Globalement: 98 pour cent de travailleurs non-permanents	15 pour cent de la production
Café	Mexique (2019)	730 000	15 pour cent organisations de producteurs de café ; 85 pour cent transformation et torréfaction	Petits exploitants (91 pour cent) Pendant la récolte: 55 pour cent de travailleurs familiaux 41 pour cent de travailleurs temporaires, 4 pour cent de travailleurs permanents	9 pour cent de la production
Café	RDP lao (2018)	300 000	Temporaire (pendant la récolte) 3 500 travailleurs	Petits exploitants: 70 pour cent Famille: 60 pour cent de la main-d'œuvre; souvent non rémunérée 14 pour cent des petits exploitants vendent à des coopératives pour l'exportation (Arabica lavé; spécialité) Travailleurs temporaires principalement pour le désherbage, l'élagage et la récolte	30 pour cent de la production Travailleurs permanents: 3 500-5 000 ; le reste est temporaire (désherbage, élagage, récolte)

**Remarques:**

1 Les plantations de café sont des exploitations de plus de 10 hectares.

2 Emplois directs à temps plein répartis sur 1 627 travailleurs à temps partiel ; intermédiaires : emplois à temps plein répartis sur 1 612 travailleurs à temps partiel.

**Sources:**

Huile de palme, litchi et café de Colombie : ILO 2017a; café de République démocratique populaire lao : Boquiren and Idrovo 2020; café du Mexique : Mogrovejo et al. 2020; coton de Madagascar : Rasolonjatovoarivelo 2020; gingembre du Myanmar : Boquiren and Villarreal 2018.







2

**SST  
et profils  
de vulnérabilité**









## 2. SST et profils de vulnérabilité

Les travailleurs des chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture sont exposés à divers dangers et risques professionnels. On appelle **danger** une source potentielle de blessure ou d'effet nocif sur la sécurité et la santé. Certains dangers sont clairement visibles, par exemple les outils de coupe, les parties mobiles des machines ou les objets lourds qu'il faut soulever, alors que d'autres, tels que les longs horaires de travail, les mouvements répétitifs ou les niveaux élevés de bruit, peuvent être moins évidents. L'exposition aux dangers est susceptible de provoquer des blessures et des maladies professionnelles qui affectent le bien-être physique, mental et social des travailleurs à différents niveaux de gravité, allant d'un accident mineur à la mort (OIT 2019). On entend communément par **risque professionnel** la combinaison de la probabilité de manifestation d'un événement dangereux et de la gravité de la lésion ou de l'atteinte à la santé causée à des travailleurs par cet événement (ILO 2001).

Dans les chaînes d'approvisionnement de l'agriculture certains travailleurs ou groupes de travailleurs peuvent être plus exposés à des dangers et des risques professionnels et avoir une faible capacité à faire face aux conséquences d'une telle exposition. L'identification des facteurs sous-jacents permet de définir des "profils de vulnérabilité".<sup>8</sup>

Cette section présente les principaux risques professionnels auxquels les travailleurs sont exposés dans les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales, ainsi que les facteurs qui augmentent l'exposition des travailleurs aux

risques professionnels et donc le risque (**facteurs de sensibilité**) et la **capacité d'adaptation** des travailleurs, c'est-à-dire les stratégies et les ressources dont ils disposent pour faire face aux conséquences de l'exposition aux risques professionnels (par exemple, l'accès aux services de santé et l'indemnisation en cas d'accident du travail, de maladie professionnelle ou de décès).

### 2.1 Travaux agricoles

#### (a) Principaux dangers et risques professionnels

Le tableau 3 présente les risques professionnels des travaux agricoles, les professions et les tâches où ces risques sont présents, les produits auxquels ces risques se rapportent et toute référence à la tâche effectuée par un sexe spécifique.<sup>9</sup> Les mêmes activités sont exercées par tous les types d'unités économiques (petits exploitants et plantations) et par des travailleurs de tous statuts (permanents, temporaires, indépendants). Cependant, la plupart des exploitations sont des petits exploitants et les propriétaires sont des travailleurs indépendants ou des travailleurs pour compte propre qui travaillent avec les membres de leur famille et, dans certains cas, emploient des travailleurs journaliers temporaires. (La production des matières premières/intrants et la commercialisation et la distribution des produits finis ont lieu dans d'autres pays et n'ont pas été évaluées dans les études de cas).

<sup>8</sup> Dans la méthodologie développée par l'OIT pour l'évaluation des facteurs incitatifs et des contraintes pour l'amélioration de la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, les profils de vulnérabilité sont définis comme "les caractéristiques de groupes spécifiques de travailleurs mettant en relation l'exposition aux dangers et risques professionnels avec des facteurs qui rendent les travailleurs plus susceptibles d'être exposés à ces dangers et risques et/ou avec une faible capacité à faire face aux conséquences d'une telle exposition" (ILO 2018, 19).

<sup>9</sup> Les informations sont tirées des études de cas de l'OIT. Les dangers et risques professionnels ne sont pas classés par ordre d'importance. Dans la plupart des études de cas, les informations sur la probabilité ou la possibilité d'apparition d'une blessure ou d'une maladie et sur la gravité des blessures ou des dommages à la santé étaient limitées. L'évaluation des risques sur les lieux de travail demeure essentielle pour identifier les dangers et les risques professionnels et pour la gestion de la SST dans les entreprises.



► **Tableau 3. Dangers et risques professionnels au stade de l'exploitation agricole dans les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales**

Dangers et risques professionnels	Professions/tâches	Hommes-femmes	Produits
Feu: exposition au risque d'incendie	Les agriculteurs et leur famille	Les deux	Coton <sup>1</sup>
Électrique: risque d'électrocution	Récolteurs	Hommes	Huile de palme <sup>2</sup>
Chimique: exposition à des produits chimiques dangereux	Pulvérisation de produits agrochimiques (culture), fertilisation (préparation du sol)	Hommes (café au Mexique) ; Femmes (huile de palme)	Tous sauf la production de litchis
Physique: exposition à des températures élevées et à la lumière du soleil	Récolteurs, entretien de la culture	Les deux	Tous
Physique: exposition à un bruit excessif	Préparation des sols, entretien de la culture	Les deux	Café
Physique: exposition au risque de chute de hauteur	Récolteurs (litchis), élagueurs (culture, café)	Hommes	Litchi, café
Physique: exposition à des risques de glissade ou de trébuchement et de chute	Porteurs, transport, récolteurs, pulvérisation des cultures (entretien de la culture)	Les deux	Tous sauf l'huile de palme
Risque physique d'être blessé à bord d'un véhicule <sup>3</sup>	Préparation des sols, transport	Hommes (RDP Lao)	Café et huile de palme
Ergonomique: manutention manuelle de charges lourdes	Manutentionnaires/transporteurs, moissonneurs <sup>4</sup>	Hommes (café, litchi, huile de palme)	Tous
Ergonomique: postures contraignantes et mouvements répétitifs	Récolteurs	Femmes (RDP lao)	Tous sauf le litchi
Mécanique: blessure en utilisant des outils/équipements	Préparation des sols, entretien de la culture	Hommes (RDP lao)	Café, coton, gingembre
Biologique: piqûres d'insectes/de serpents <sup>5</sup>	Récolteurs, préparation des sols, culture	Les deux	Tous
Biologique: eau/installations insalubres <sup>6</sup>	--	Les deux	Myanmar, RDP lao, Mexique et Madagascar <sup>7</sup>
Psychosocial	--	Les deux	Café, litchi, gingembre <sup>8</sup>

**Remarques:**

- 1 La graine de coton est hautement inflammable, et les agriculteurs utilisent des bougies et des lampes à huile pour éclairer leurs maisons.
- 2 Dans les zones où les arbres sont très hauts, il existe un risque que les outils des récolteurs touchent accidentellement des fils électriques et les électrocutent.
- 3 Les risques comprennent notamment le fait d'être heurté par un véhicule, de tomber d'un véhicule et d'être impliqué dans un accident de la circulation.
- 4 La manutention manuelle de charges lourdes concerne également les collecteurs/intermédiaires, s'ils sont utilisés pour transporter la production récoltée vers une installation de transformation.
- 5 Les morsures de serpent peuvent être mortelles et les piqûres de moustiques peuvent transmettre des maladies infectieuses.
- 6 Eau non potable ou installations sanitaires non hygiéniques.
- 7 Le manque d'accès à l'eau potable n'a été spécifiquement cité qu'au Myanmar, en République démocratique populaire lao, au Mexique et à Madagascar, mais il est probablement applicable à la plupart des pays.
- 8 Ce point n'a été identifié spécifiquement que dans les études de cas sur le café, le litchi et le gingembre, mais il est probablement applicable à d'autres cas..

**Sources:**

Huile de palme, litchi et café de Colombie : ILO 2017a; café de République démocratique populaire lao : Boquiren and Idrovo 2020; café du Mexique : Mogrovejo et al. 2020; coton de Madagascar : Rasolonjatovoarivelo 2020; gingembre du Myanmar : Boquiren and Villarreal 2018.

Les principaux **risques** professionnels recensés dans les études de cas pour l'agriculture sont les suivants:

- les risques chimiques liés à l'exposition aux produits chimiques potentiellement dangereux utilisés pour l'entretien des cultures;
- les risques physiques liés au travail à des températures élevées et à l'exposition aux rayons ultraviolets du soleil; le risque de chute de hauteur ou de glissade/trébuchement; et le bruit des outils mécaniques tels que les tronçonneuses pendant la préparation du sol pour le café;
- les risques ergonomiques, principalement le port manuel de charges lourdes, les postures/stations debout contraignantes et les mouvements répétitifs;
- les risques liés à la mécanique et à l'équipement, tels que les coupures lors de l'utilisation d'outils ou d'équipements;
- les risques biologiques associés aux piqûres de serpents et de moustiques;
- les risques liés à la sécurité des routes et des véhicules; et
- les risques psychosociaux dus aux longues heures de travail et au travail stressant.<sup>10</sup>

En outre, selon le Recueil de directives pratiques de l'OIT sur la sécurité et la santé dans l'agriculture (OIT 2010), les causes des accidents et des problèmes de santé dans l'agriculture sont souvent les suivantes:

- l'utilisation de machines, de véhicules, d'outils et d'animaux;
- l'exposition à des bruits et vibrations excessifs;
- les glissades, trébuchement et les chutes de hauteur;
- le port de charges lourdes et autres travaux occasionnant des troubles musculo-squelettiques;
- l'exposition à la poussière et à d'autres substances organiques, à des produits chimiques et à des agents infectieux
- d'autres conditions de travail courantes en milieu rural, comme l'exposition à des températures extrêmes, aux intempéries et aux attaques d'animaux sauvages.

Tâches spécifiques: Les dangers et les risques professionnels identifiés dans les études de cas de l'OIT peuvent être subdivisés par profession et par tâche. L'exposition aux produits chimiques dangereux concerne les pulvérisateurs de produits agrochimiques et, dans certains cas, l'application d'engrais avant la plantation. Les risques physiques et ergonomiques sont les plus élevés pour les

récolteurs. Les professions les plus souvent temporaires sont la récolte et l'entretien des cultures (désherbage, pulvérisation de produits agrochimiques).

Unités économiques: L'exposition aux risques physiques, ergonomiques et biologiques est plus fréquente dans les petites exploitations qui utilisent moins de machines et d'outils pour réaliser les activités et où les travailleurs passent donc plus de temps à les exécuter. L'exposition aux risques chimiques varie: pour des raisons de coût, les petits exploitants vont utiliser moins de produits chimiques si une alternative naturelle est disponible (réduisant ainsi l'exposition aux produits chimiques dangereux). En République démocratique populaire lao et au Mexique, par exemple, l'utilisation de produits agrochimiques par les petits exploitants de café est faible. Toutefois, si les petits exploitants utilisent des produits chimiques, le risque peut être plus élevé en raison de l'absence d'équipement de protection individuelle (EPI) approprié lors de l'application, de la manipulation et du stockage de ces produits. En outre, les producteurs biologiques ne sont pas exposés aux produits chimiques dangereux utilisés pour la culture.

La concentration de femmes et d'hommes dans un emploi ou une tâche les rend plus exposés à des dangers spécifiques. Dans certains pays, certains emplois ont tendance à être exercés par un seul sexe. Les activités associées au port de charges lourdes (principalement liées au transport et au chargement et déchargement des sacs du produit final après la récolte) sont dominées par les hommes dans toutes les études de cas sur la production de café et pour la culture des litchis. Cette activité crée un potentiel de risque ergonomique en raison du poids des sacs transportés (50-60 kg). Les hommes sont également souvent employés à la cueillette des litchis à Madagascar et dans la taille/la culture des caféiers au Mexique et en République démocratique populaire lao; ces activités comportent un risque de chute de hauteur ou d'être frappé par la chute d'une branche d'arbre. Les activités d'établissement et d'entretien des plantations qui nécessitent l'utilisation d'outils de coupe tels que des couteaux, des machettes, des machines à couper l'herbe et des tronçonneuses sont aussi principalement effectuées par des hommes, qui sont exposés à des blessures potentielles lors de l'utilisation de ces équipements. Ces activités ont été spécifiquement citées comme étant à dominante masculine uniquement dans le secteur du café en République démocratique populaire lao, mais il est probable que cela s'applique à tous les pays producteurs de café.

<sup>10</sup> Les risques professionnels ne sont pas classés par ordre d'importance. Dans la plupart des études de cas, les informations sur la probabilité ou la possibilité de survenance d'une blessure ou d'une maladie et sur la gravité des blessures ou des dommages à la santé étaient limitées.

Certaines tâches, comme la pulvérisation de produits agrochimiques, peuvent avoir des conséquences sur la santé reproductive des femmes et des hommes. Ce sont souvent les hommes qui exercent cette activité dans le secteur du café au Mexique, tandis que les femmes l'exercent plutôt sur les grappes de fruits frais pour l'huile de palme en Indonésie.

## (b) Facteurs de sensibilité

Les études de cas de l'OIT font apparaître que les petits exploitants tendent davantage à être exposés aux risques professionnels pour plusieurs raisons. Ils n'ont pas accès à l'information, à la formation et aux services de conseil en matière de SST. Ils ne disposent généralement pas de systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail<sup>11</sup> et ne prennent souvent pas de mesures pour prévenir ou contrôler les risques professionnels. Les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail comprennent l'établissement d'une politique de sécurité et de santé au travail, la participation des travailleurs, l'attribution des responsabilités, l'identification et la gestion des risques pour la sécurité et la santé au travail, l'organisation du personnel, la fourniture de ressources, la communication, l'information, la documentation et le contrôle.

Les domaines spécifiques les plus fréquemment cités dans les études de cas sont le manque d'accès aux EPI ou leur faible utilisation et le manque de pratiques et de formation appropriées en matière de sécurité chimique. Les petits exploitants n'ont pas la capacité financière de prendre des mesures pour prévenir ou atténuer les risques professionnels. Ils ont aussi souvent un accès insuffisant à l'eau potable et à des installations sanitaires. Le manque d'accès à l'eau potable et à des EPI tels que des chapeaux peut également accroître le risque physique lié à l'exposition à des températures élevées et au soleil. De plus, les petits exploitants sont souvent peu conscients des risques et ne participent pas ou n'ont pas accès à une

formation générale ou spécifique aux risques.

Le statut professionnel et les conditions de travail ont également un impact sur la sensibilité des travailleurs aux risques professionnels. Les travailleurs non permanents - qui englobent tous les types de travailleurs informels, y compris les travailleurs journaliers temporaires, les travailleurs familiaux, les travailleurs indépendants et, dans certains cas, les travailleurs en sous-traitance et les travailleurs migrants - sont plus susceptibles d'être exposés aux risques professionnels et d'en subir les conséquences. Les études de cas de l'OIT ont révélé qu'ils ont rarement accès à des formations sur la SST et à des équipements de protection. Des études de cas menées dans la chaîne d'approvisionnement du café en République démocratique populaire lao et dans la chaîne d'approvisionnement de l'huile de palme en Indonésie, par exemple, ont révélé que les travailleurs permanents ont généralement un meilleur accès à la formation en matière de SST et aux EPI que les travailleurs non permanents. Les longs horaires de travail sont également courants en raison de la nature saisonnière du travail et de la nécessité de traiter les produits dans un court laps de temps après la récolte pour éviter qu'ils ne se gâtent. Les travailleurs payés à la pièce sont incités à travailler sur de longues durées pour maximiser leurs revenus. Travailler durant de longues heures peut augmenter la fatigue, ce qui peut entraîner des blessures lors de l'utilisation des équipements et augmenter l'exposition à des troubles musculo-squelettiques dus aux mouvements répétitifs et aux positions inconfortables.

En outre, les travailleurs non permanents et les petits exploitants n'ont souvent pas accès aux services de santé au travail et ne bénéficient pas d'une couverture sociale efficace, en particulier de régimes pouvant influencer sur l'incidence des blessures et des maladies liées au travail, comme l'accès aux soins de santé et aux prestations de protection en cas de maternité et de maladie. Si certains travailleurs permanents sont couverts, nombre d'entre eux n'ont pas accès aux services de santé au travail et ne bénéficient pas d'une couverture sociale efficace.

<sup>11</sup> Un système de gestion de la SST est un ensemble d'activités, de procédures, de processus et de ressources utilisés pour établir une politique de SST au sein d'une organisation, pour atteindre les objectifs, les évaluer et les améliorer en permanence (OIT 2001).

### (c) Capacité d'adaptation

La capacité d'adaptation des travailleurs agricoles est faible car ils sont géographiquement éloignés des établissements de santé, sont rarement affiliés à des régimes de protection sociale et ne peuvent pas se permettre de payer les soins par eux-mêmes. Les travailleurs agricoles gagnant généralement le salaire minimum ou moins dans les pays en développement, ils ont peu de moyens de couvrir les frais occasionnés par un accident du travail ou une maladie professionnelle s'ils ne sont pas affiliés à un régime d'indemnisation en cas d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

L'accès aux établissements et au personnel de santé en cas d'accident est faible en raison de l'éloignement géographique de ces établissements. Les exploitations agricoles se trouvent généralement dans des zones rurales où il y a peu de prestataires de soins à proximité. En tant que travailleurs indépendants ou micro, petites ou moyennes entreprises, les agriculteurs ne disposent pas de services médicaux sur place.

Les travailleurs indépendants ou temporaires ne perçoivent pas d'indemnisation en cas d'accidents ou de maladies liés au travail. Dans certains cas, ils peuvent avoir le droit de s'affilier eux-mêmes à des régimes de protection sociale (tels que les régimes d'assurance contre les accidents du travail) en payant les frais associés. Cependant, les agriculteurs indépendants sont rarement au courant de l'existence de ces régimes, n'ont pas les moyens d'y adhérer ou considèrent qu'ils n'en valent pas la peine.

Au Myanmar, les exploitants agricoles, les membres de leur famille, les ouvriers agricoles et les porteurs sont des travailleurs indépendants. Ils ne sont donc pas couverts ni automatiquement inscrits auprès du Conseil de la sécurité sociale. À Madagascar, la quasi-totalité des travailleurs de la culture du litchi sont à la fois informels et temporaires et ne sont pas affiliés au régime national d'assurance contre les accidents du travail de la caisse de sécurité sociale. En Colombie, les travailleurs

indépendants ne sont pas couverts, à moins qu'ils ne s'affilient à un régime de sécurité sociale sur une base volontaire. Le revenu, l'instabilité et le caractère saisonnier de leur travail influent sur la capacité des petits producteurs à cotiser au régime de sécurité sociale ; en tant que travailleurs indépendants, leurs cotisations s'élèveraient à 12 pour cent de leur revenu brut. En République démocratique populaire lao, les petits exploitants, les travailleurs familiaux et les journaliers saisonniers ne sont pas couverts, à moins qu'ils ne versent des cotisations volontaires correspondant à 9 pour cent de leur revenu mensuel moyen; toutefois, le pays offre des services de soins curatifs à tous les citoyens.

Dans la chaîne d'approvisionnement du café au Mexique, on estime que 95 pour cent des travailleurs de la production sont des travailleurs informels. Ils n'ont pas accès au système de sécurité sociale et aux services de santé. Dans l'État du Chiapas, où la majeure partie du café est produite, la récolte du café est effectuée presque exclusivement par des travailleurs migrants du Guatemala. Malgré les différentes initiatives publiques visant à promouvoir l'accès des travailleurs migrants aux services de santé, on constate que leur accès est limité. Ils sont également confrontés à des obstacles supplémentaires, tels que la peur et le manque de connaissances (Mogrovejo et al. 2020).

## 2.2 Transformation

Les risques professionnels mis en évidence dans les études de cas pendant les processus de transformation sont surtout liés aux risques d'incendie et d'électrocution.<sup>12</sup> Il y a un risque d'exposition au feu lors du traitement par voie humide du café (câblage électrique non sécurisé, utilisation et stockage de combustibles et de déchets) ou lors du traitement à haute température de l'huile de palme. Des incendies d'origine électrique peuvent se produire lors de l'égrenage du coton (la fibre de coton est hautement inflammable) et de l'utilisation de soufre, qui est inflammable, durant la transformation des litchis. L'exposition prolongée au bruit était le deuxième risque professionnel le plus courant identifié pour la

12 Les informations sont tirées des études de cas de l'OIT. Toutes les études englobaient l'exploitation agricole, mais l'analyse des activités de transformation était limitée à certains pays. L'évaluation des risques sur les lieux de travail demeure essentielle pour identifier les dangers et les risques professionnels et pour la gestion de la SST dans les entreprises.





transformation du gingembre, de l'huile de palme et du café en République démocratique populaire lao et au Mexique, suivie par l'exposition aux particules de poussière pour la transformation du gingembre, du coton et du café. Durant la transformation des litchis, l'exposition prolongée aux fruits traités au soufre lors du triage constitue le principal risque. La manipulation de charges lourdes a également été identifiée comme un danger dans la transformation du café, du coton et du litchi. Les études de cas sur la transformation du coton, du gingembre et du café en République démocratique populaire lao font également état de postures contraignantes et de mouvements répétitifs dus à des espaces de travail et des outils non adaptés, ainsi que d'une mauvaise organisation du travail.

Les femmes ou les hommes sont concentrés dans des tâches spécifiques pour certains produits. Les hommes sont plus souvent chargés de couper le gingembre dans les usines de transformation du Myanmar, ce qui les expose davantage aux risques de coupure par les équipements de coupe et aux vibrations des bras lors de l'utilisation de la trancheuse.<sup>13</sup> La manipulation de charges lourdes est également associée à la première étape de la transformation, lorsque les sacs sont chargés et déchargés (dans la transformation du litchi, du café, du gingembre et du coton). Ces tâches sont souvent effectuées par des hommes. Les femmes sont souvent chargées de trier le gingembre, une activité qui implique une

posture contraignante assise ou accroupie sur le sol.<sup>14</sup> Les femmes sont aussi souvent trieuses dans l'industrie du litchi à Madagascar. Cette tâche intervient après le traitement au soufre, ce qui augmente l'exposition aux produits chimiques - un risque qui peut avoir des conséquences sur la santé reproductive des femmes.

Par rapport à l'exploitation agricole, la transformation est plus souvent effectuée dans une usine où la proportion de travailleurs permanents est supérieure, et les travailleurs ont donc accès à davantage de ressources en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

Toutefois, au Myanmar, le gingembre est transformé par des travailleurs temporaires ou saisonniers employés pour des contrats d'un à trois mois comme nettoyeurs, trieurs et laveurs, qui ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail ou les maladies professionnelles. A Madagascar, la plupart des travailleurs de la transformation du litchi sont affiliés à la caisse nationale de sécurité sociale pendant la durée de leur contrat. Il s'agit de périodes de moins d'un mois et les travailleurs ne sont couverts que pendant la durée de leur contrat de travail. Les travailleurs saisonniers des installations d'égrenage du coton ne sont également enregistrés que pendant la durée de leur contrat. En Colombie, en Indonésie et au Mexique, les travailleurs non permanents ne sont pas automatiquement affiliés aux régimes d'indemnisation.

<sup>13</sup> Risque de développer un syndrome des vibrations main-bras en raison du fonctionnement de la trancheuse, qui vibre si elle est mal entretenue.

<sup>14</sup> Au Myanmar, l'utilisation de tables de tri et de chariots ainsi que la fourniture d'une formation aux superviseurs et aux travailleurs des sociétés de négoce se sont avérées efficaces pour réduire les risques ergonomiques et l'exposition à la poussière, ainsi que pour améliorer la productivité et la qualité des produits (Ryan et Htay 2021).



► Tableau 4. Points clés des études de cas

Produit	Pays	Saison des récoltes	Segments de la chaîne évalués	Profils de vulnérabilité en matière de SST
Huile de palme	Indonésie	Annuel	Exploitation agricole et transformation (accent mis sur l'agriculture)	<b>Culture</b> : travailleurs agricoles, emplois atypiques, notamment sous-traitants. Travailleurs et producteurs dans les petites exploitations indépendantes, en particulier les exploitations non certifiées et/ou non organisées
Litchi	Madagascar	< 1 mois par an	Exploitation agricole et transformation	<b>Culture</b> : petits producteurs et travailleurs agricoles occasionnels et <b>Transformation</b> : traitement au soufre (hommes) et triage post-traitement (femmes)
Coton	Madagascar	Mai-sept. (5 mois)	Exploitation agricole et transformation	<b>Culture</b> : agriculteurs, travailleurs familiaux et travailleurs agricoles <b>Transformation</b> : travailleurs saisonniers
Gingembre	Myanmar	1 à 3 mois par an	Exploitation agricole et transformation	<b>Culture</b> : agriculteurs, travailleurs familiaux, travailleurs agricoles et porteurs <b>Transformation</b> : nettoyeurs/trieurs, laveurs, opérateurs de machines
Café (Arabica)	Colombie	Varie selon les régions : Sud : premier semestre de l'année ; Nord : second semestre	Exploitation agricole et transformation (accent mis sur l'agriculture)	<b>Culture</b> : petits producteurs et travailleurs familiaux, et travailleurs temporaires ou sous-traitants dans les exploitations agricoles, en particulier les cueilleurs et les personnes manipulant les produits agrochimiques. Travailleurs fournissant des services de chargement/déchargement <b>en sous-traitance</b> (battage et entrepôts)
Café (production : 85pour cent Arabica, 15pour cent Robusta) <sup>1</sup>	Mexique	Sept.-Mars (7 mois)	Exploitation agricole	<b>Culture</b> : (i) préparation et entretien des cultures ; (ii) plantation ; (iii) traitement ; (iv) récolte/cueillette ; (v) transport des cerises de café ; (vi) traitement par voie humide
Café (Exportations : 60pour cent Arabica, 29pour cent Robusta)	RRP lao	Arabica : Oct.-Déc. ; Robusta : Nov.-Fév. (3-4 mois)	Exploitation agricole et transformation	<b>Culture</b> : les petits exploitants (agriculteurs), leur famille et les travailleurs agricoles. Opérations : Préparation de la terre, entretien de la culture et récolte <b>Traitement primaire</b> : Petits exploitants, leur famille et les travailleurs temporaires dans les installations des villages ou des ménages. Travailleurs temporaires et opérateurs de machines dans les usines industrielles

**Remarque:**

Les informations sur la production sont celles de 2019 (USDA 2020).

**Sources:**

Huile de palme, litchi et café de Colombie : ILO 2017a; café de République démocratique populaire lao : Boquiren and Idrovo 2020; café du Mexique : Mogrovejo et al. 2020; coton de Madagascar : Rasolonjatovoarivelo 2020; gingembre du Myanmar : Boquiren and Villarroel 2018; Ryan et Htay 2021..







# 3

## Facteur incitatifs et contraintes pour l'amélioration de la SST









## 3. Facteur incitatifs et contraintes pour l'amélioration de la SST

Afin de comprendre les causes profondes des vulnérabilités en matière de SST ou de la sous-performance en matière de SST et d'identifier les obstacles qui doivent être levés et les facteurs incitatifs qui peuvent être mis à profit pour améliorer la SST, l'évaluation des facteurs et des contraintes prend en considération les éléments du marché et de l'environnement institutionnel. La méthodologie comprend l'analyse des aspects suivants :

- les pratiques commerciales et les modèles de gestion des différentes catégories d'acteurs de la chaîne d'approvisionnement et leur interaction;
- le cadre juridique et des entités publiques et privées responsables de la SST, y compris le système de renforcement de la loi;
- les acteurs qui peuvent assumer un rôle de soutien influençant la sensibilisation à la SST, les capacités, les pratiques et les résultats en matière de SST.

Les facteurs et les contraintes de l'amélioration de la SST dans les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales identifiés dans l'examen de synthèse peuvent être divisés en trois domaines : (1) la dynamique et les relations entre les entreprises le long de la chaîne, (2) le système national de SST et (3) les canaux de soutien.

### 3.1 Dynamique entre les différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement

La possibilité d'obtenir des avantages économiques, que ce soit sous la forme d'un plus grand nombre de clients ou de clients plus payants et de marges bénéficiaires plus élevées, incite les fournisseurs à apporter des changements et des améliorations à leurs pratiques en matière de SST. Les principaux facteurs d'amélioration de la SST cités dans les études de cas sont les suivants: les acheteurs ou les marques qui imposent le respect d'exigences en matière de SST (mentionné comme un facteur

d'amélioration de la SST dans toutes les études de cas), la production de produits spécialisés ou haut de gamme qui nécessite la certification à une norme, et l'exportation vers un pays qui exige que les produits répondent aux normes de sécurité alimentaire (principalement pour l'utilisation de produits chimiques).

La répartition des bénéfices le long de la chaîne est une difficulté pour les agriculteurs. Ces derniers ont une capacité limitée à fixer le prix des produits qu'ils vendent, et donc un potentiel restreint d'augmentation des bénéfices qui pourraient alors être utilisés pour investir dans l'amélioration de la SST. Les systèmes de certification peuvent y contribuer indirectement en augmentant les prix payés aux agriculteurs pour leurs produits, ce qui permet d'accroître la capacité financière à investir dans l'amélioration de la SST. En Colombie, où les producteurs de café destinés aux programmes de certification obtiennent des rendements plus élevés que les producteurs de café conventionnels et versent aux travailleurs des salaires plus élevés, des améliorations ont été apportées aux conditions de travail et d'hébergement (OIT 2017a). De même, les prix plus élevés pour le café de spécialité ont été identifiés comme des possibilités d'améliorer la SST au Mexique (Mogrovejo et al. 2020) et en République démocratique populaire lao (Boquiren et Idrovo 2020).

Des prix plus élevés ne sont pas toujours pratiqués ou suffisants pour justifier les coûts liés au respect des exigences des systèmes de certification. C'est notamment le cas pour les produits qui ne sont pas destinés aux consommateurs et pour lesquels il est difficile de répercuter les augmentations de prix sur le consommateur. Par exemple, comme les ingrédients de l'huile de palme sont peu ou pas visibles pour les consommateurs mondiaux, les marques mondiales pensent qu'il y a peu de marge pour augmenter les prix de détail et ne sont donc pas disposées à payer plus pour des intrants certifiés.

Bien que la SST ne soit pas l'objectif principal de toutes les initiatives privées de contrôle de conformité existantes, nombre d'entre elles comprennent une section sur la SST ou leurs principaux domaines d'intérêt sont indirectement liés à la sécurité et à la santé des travailleurs. La plupart d'entre elles exigent le respect des normes fondamentales de l'OIT et comportent des dispositions relatives à divers domaines spécifiques aux risques, notamment l'identification et la sécurité des produits chimiques dangereux, l'utilisation des EPI, l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires, la formation, les plans de SST et les dispositions spécifiques aux femmes (absence d'exposition aux produits chimiques dangereux pendant la grossesse ou l'allaitement, temps autorisé pour l'allaitement, congé de maternité). Ces initiatives ne couvrent généralement pas les risques physiques, mécaniques, biologiques, ergonomiques ou psychosociaux.

Les données relatives à l'impact des politiques d'approvisionnement durable des entreprises multinationales sur la SST, au niveau des fournisseurs, demeurent limitées, en particulier au-delà des fournisseurs de premier rang (Walters et James, 2009 et James, 2011; OIT 2017b). Toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement ne sont pas tenues de se conformer aux exigences des acheteurs mondiaux (souvent, seuls les fournisseurs de premier rang), et tous les types de travailleurs ne sont pas nécessairement couverts. Les mécanismes d'application et d'audit peuvent également manquer d'efficacité. En Indonésie, par exemple, de nombreux petits exploitants vendent aux transformateurs par l'intermédiaire de négociants, ce qui rend difficile la traçabilité jusqu'au petit exploitant.

Le renforcement par les marchés importateurs des exigences en matière de santé et de sécurité des produits entrant dans le pays, peut également entraîner des améliorations de la SST dans les pays fournisseurs. Les normes de sécurité alimentaire, qui varient selon le pays (ou le marché final), sont des exigences légales auxquelles une entreprise doit se conformer pour exporter des produits à l'étranger. Ces

exigences réglementent souvent l'utilisation de produits chimiques, ce qui peut indirectement constituer un élément moteur pour les améliorations de la SST liées à l'exposition aux produits chimiques dangereux. Par exemple, l'évolution de la législation européenne a incité les acheteurs de litchis de l'UE à développer les capacités de leurs fournisseurs afin qu'ils respectent les réglementations européennes en matière de sécurité alimentaire. Deux importateurs européens ont financé la plupart des investissements nécessaires pour se conformer aux normes des bonnes pratiques agricoles mondiales (GLOBALG.A.P) (OIT, 2017a). De même, les normes biologiques traitent de l'exposition aux risques chimiques et de l'utilisation des EPI.

L'intérêt pour les normes sociales et environnementales varie selon le marché final. Dans l'UE et, dans une certaine mesure, en Amérique du Nord, les gouvernements imposent le respect de normes de sécurité alimentaire, les acheteurs exigent souvent le respect de normes sociales et environnementales et de plus en plus de consommateurs s'intéressent à la manière dont les produits sont fabriqués et sont prêts à payer des prix plus élevés. Cela est moins évident sur les marchés asiatiques et dans les pays en développement en général, où l'accent est encore mis principalement sur la compétitivité des prix, avec une demande ou un accent limité sur la durabilité. Ainsi, les exigences des acheteurs et les initiatives privées de mise en conformité ne sont actuellement qu'une incitation pour l'amélioration de la SST dans les entreprises exportant vers l'UE et l'Amérique du Nord. Dans les études de cas de l'OIT, la production destinée au marché intérieur allait de 10 pour cent de la production de café en Colombie à 70 pour cent de la production de litchis à Madagascar. Dans les pays étudiés, plus de la moitié des exportations étaient destinées à des marchés finaux "peu exigeants" et se trouvaient donc dans une situation similaire à celle des ventes intérieures. Environ un quart de la production tout au plus est réalisé selon une initiative privée de conformité.

**Encadré 1.****Résultats de la recherche de l'OIT sur les politiques de SST et d'approvisionnement durable des entreprises multinationales**

En 2018, une étude<sup>1</sup> de l'OIT ont révélé que les exigences en matière de SST sont souvent formulées de manière générale dans les politiques d'approvisionnement des entreprises multinationales, et que si l'importance de la SST varie dans les décisions d'approvisionnement des entreprises, les critères d'approvisionnement sont largement motivés par le prix.

Les obstacles pointés par les entreprises multinationales dans la mise en œuvre des exigences en matière de SST de leurs politiques d'approvisionnement durable comprennent la difficulté d'atteindre les fournisseurs au-delà du premier niveau, car il est difficile de retracer tous les acteurs de la base d'approvisionnement. On note également que les structures d'incitation étaient parfois insuffisantes pour que les plus petits acteurs fassent les investissements nécessaires pour satisfaire aux exigences de SST des politiques d'approvisionnement durable. Les exigences administratives peuvent également être difficiles pour les fournisseurs ayant un faible niveau d'éducation.

L'efficacité des audits externes utilisant des mécanismes de vérification par listes de contrôle pour identifier les cas de non-conformité a été jugée limitée, car ils n'apportent pas de soutien direct aux fournisseurs pour améliorer leurs pratiques et ne répondent pas aux difficultés des petits producteurs à trouver des alternatives rentables pour réduire l'utilisation de

produits chimiques dangereux. Les audits ont également une capacité limitée à identifier les risques non visibles, tels que les risques psychosociaux, ou bien ils incitent les employeurs à fournir des EPI, mais pas nécessairement des informations et des formations aux travailleurs sur la manière de les utiliser et sur leur utilité.

Les obstacles communs aux mécanismes de vérification des initiatives privées de contrôle de conformité<sup>2</sup> étaient le manque d'indépendance, d'impartialité et de formation adéquate des auditeurs ainsi que la connexion limitée des organismes de certification avec le système national de SST. Les dispositions relatives à la sécurité et à la santé au travail dans les initiatives privées de contrôle de conformité étaient peu conformes aux directives de l'OIT de 2001 sur les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail ; aucune des initiatives privées de contrôle de conformité n'exigeait un système formel de gestion de la sécurité et de la santé au travail avec une approche d'amélioration continue. Les exigences des initiatives privées de contrôle de conformité ne faisaient pas toujours référence à la législation ou aux politiques nationales spécifiques en matière de SST. Les exigences se concentrent sur les pratiques visibles en matière de SST et sur le contrôle et la réduction des dangers et des risques pré-identifiés, et peuvent donc ne pas contribuer à l'instauration d'une culture de la prévention sur le lieu de travail.

**Remarques:**

- 1 L'étude (Tessier et al.) analysait les politiques d'approvisionnement durable de 45 entreprises multinationales dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'agriculture et du textile et des entretiens avec 35 entreprises multinationales impliquées dans l'huile de palme, le café, le litchi, le textile ou le gingembre, 16 initiatives privées de conformité et 10 cabinets d'audit situés sur le terrain.
- 2 L'étude comprenait une évaluation comparative de 15 normes d'initiatives de conformité privées par rapport aux directives de l'OIT de 2001 sur les systèmes de gestion de la SST.

## 3.2 Système national de SST

Le système national de SST est l'infrastructure qui fournit le principal cadre légal et institutionnel pour la mise en œuvre de la politique et des programmes nationaux de SST (BIT 2012). Il comprend les éléments suivants :

- les lois et règlements
- les autorités responsables de la SST
- des mécanismes de renforcement du respect des règles (inspection)
- un organe consultatif national tripartite
- des services d'information et de conseil en matière de SST
- des services de santé au travail
- des mécanismes de coopération bipartite au niveau de l'entreprise
- l'éducation et la formation
- la collecte et l'analyse des informations
- des institutions de compensation en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle
- des mécanismes stratégiques de soutien aux entreprises.

Les facteurs incitatifs et les contraintes pour l'amélioration de la SST qui sont liés au système national de SST peuvent être répartis en trois sous-catégories: (1) un pays dispose de tous les éléments susmentionnés d'un système national de SST, (2) les politiques sont appliquées, y compris les répercussions en cas de non-respect, et les parties prenantes ont connaissance des politiques et des programmes et (3) le système dispose de capacités et de ressources adéquates.

## Éléments d'un système national de SST

Le cadre juridique et les fonctions de soutien à la SST en Indonésie et en Colombie ont été des moteurs pour l'adoption de pratiques de sécurité et de santé, en particulier dans les étapes de la transformation. Cependant, au niveau de l'agriculture en Indonésie, par exemple, les petits exploitants ne sont pas tenus de s'enregistrer en tant qu'entreprises, de sorte qu'ils ne relèvent pas du système national de SST (OIT 2017a).<sup>15</sup>

En République démocratique populaire lao, la législation nationale sur la SST a été officialisée en 2019. Selon la loi, les entreprises doivent se soumettre à des contrôles de sécurité par les inspecteurs du travail au moins une fois par an, mais il existe peu d'éléments indiquant que ces inspections sont menées dans les plantations et les usines de café (Boquiren et Idrovo 2020). La nouvelle loi sur la SST du Myanmar, qui a été promulguée par le Parlement en mars 2019, a étendu la couverture de la SST à des secteurs qui en étaient auparavant exclus, notamment l'agriculture. Cependant, jusqu'alors, la législation était une contrainte car elle ne s'appliquait qu'aux usines et aux fabricants comptant au moins cinq employés s'ils utilisent l'électricité, ou dix travailleurs sans l'utilisation de l'électricité (Boquiren et Infante Villarreal 2018).

Même lorsque des systèmes nationaux de SST existent, le manque de coordination entre les institutions responsables de la SST constitue un goulet d'étranglement commun. En Indonésie, par exemple, plusieurs cadres importants pour la gestion opérationnelle de la SST relèvent de nombreux ministères responsables, mais il n'existe aucun mécanisme de coordination entre ces services au niveau local (OIT 2017a).<sup>16</sup>

<sup>15</sup> Le gouvernement indonésien définit comme petit exploitant agricole tout producteur qui n'est pas tenu d'obtenir une licence commerciale pour avoir le droit d'utiliser les terres de l'État. Pour être considéré comme un petit exploitant en Indonésie, les plantations des agriculteurs doivent être inférieures à 25 hectares (décret du ministère de l'agriculture n°98/2013). La Table ronde sur l'huile de palme durable définit les petits exploitants comme ceux qui possèdent moins de 50 hectares (OIT 2017a, 99)

<sup>16</sup> Les directives relatives à la sécurité des produits chimiques et des machines, par exemple, relèvent des ministères sectoriels respectifs, principalement le ministère de l'agriculture et le ministère de l'industrie. Ces ministères sont chargés de l'application de la législation par l'intermédiaire de leurs services locaux et provinciaux. L'équipe de recherche n'a pas constaté de mécanismes de coordination entre ces services au niveau local. Au niveau national, la commission nationale sur les produits chimiques constitue un mécanisme de coordination (OIT 2017a, 118).



## Application de la loi et sensibilisation

Le manque d'application et de sensibilisation aux politiques et aux programmes de SST constitue une contrainte pour l'amélioration de la SST. En République démocratique populaire lao, par exemple, les réglementations légales exigent que les produits chimiques importés soient étiquetés et accompagnés d'instructions de sécurité en langue lao et que les produits chimiques soient correctement stockés et éliminés. Cependant, les règlements ne sont pas encore appliqués systématiquement. Les produits chimiques sont vendus sans étiquetage ni consignes de sécurité dans la langue locale, ils sont mal stockés dans des récipients réutilisés et les petits exploitants sont peu sensibilisés à leur utilisation. De même, bien que l'inscription aux régimes de sécurité sociale soit obligatoire pour les travailleurs salariés, la plupart des travailleurs agricoles permanents et temporaires n'étaient pas inscrits (Boquiren et Idrovo 2020).

Au Mexique, les données et les statistiques disponibles sur les accidents, les blessures et les maladies liés au travail ne permettent pas de se faire une idée réelle de la nature et de l'ampleur de l'impact de la SST dans le secteur du café. Cela est dû, en partie, à la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les petites exploitations agricoles. Pour la production de statistiques, les données sur la SST sont agrégées au niveau sectoriel (agriculture, élevage, sylviculture, pêche et chasse), ce qui rend difficile l'extraction de données au niveau de l'industrie sur les accidents, les blessures et les maladies liés au travail, comme pour la production de café (Mogrovejo et al. 2020). En République démocratique populaire lao, on constate également un manque de données sur la SST dans l'industrie du café et dans le secteur agricole en général (Boquiren et Idrovo 2020). L'accès à des données plus fiables est essentiel pour sensibiliser à l'importance de la SST, favoriser l'implication, établir des priorités, éclairer les politiques de SST et élaborer des stratégies de prévention des accidents, blessures et maladies liés au travail.

En Colombie, la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie recueille des

données sur les conditions de travail et a réalisé des enquêtes sur la SST auprès de plus de 7 000 producteurs de café avec les ressources du Fonds des risques professionnels du ministère du Travail (OIT 2017a, 48). Ce fonds est financé en partie par les cotisations de sécurité sociale et d'autres fonds publics, par exemple les amendes payées par les entreprises qui ne respectent pas les politiques de SST (OIT 2017a). Une meilleure mise en application accompagnée de sanctions en cas de non-conformité peut également constituer une source de revenus pour l'amélioration de la SST.

En Indonésie, une initiative nationale de conformité, le système indonésien de certification de l'huile de palme durable, a été mise en place pour promouvoir des normes agricoles plus élevées, telles que celles exigées par la Table ronde sur l'huile de palme durable, pour tous les producteurs indonésiens de palmiers à huile, et pas seulement pour ceux qui exportent. Cependant, le dispositif n'a pas encore la capacité d'inspecter tous les agriculteurs et toutes les usines, et n'a pas non plus le droit légal d'imposer des sanctions en cas de non-respect des règles (OIT 2017a).

## Capacité et ressources

Le manque de capacité institutionnelle nationale à inspecter les installations et à fournir des informations, des services de conseil et des formations sur la SST est une cause fondamentale de vulnérabilité mentionnée dans chaque étude de cas. Les entreprises et les travailleurs des pays en développement ignorent souvent les dangers et les risques liés à la sécurité et à la santé au travail, ainsi que les avantages d'investir dans la gestion de la sécurité et de la santé au travail, et ont donc besoin d'informations et de soutien.

Le nombre d'inspections du travail et la part des entreprises inspectées posent problème dans les différents pays. En Indonésie, les inspecteurs ne peuvent généralement couvrir que les grandes usines et raffineries, qui sont plus faciles à inspecter et à surveiller que les plantations, qui sont presque toujours situées dans des endroits éloignés et dont les sites de travail s'étendent sur de vastes zones. Sur les 500 régences et municipalités où se trouvent

les plantations de palmiers à huile, 200 ne disposent pas d'inspecteurs du travail (moins de 1 pour cent des entreprises sont visitées par des inspecteurs du travail chaque année) (OIT 2017a). Au Mexique, aucune des entreprises interrogées dans le cadre du travail de terrain du Fonds Vision Zéro n'a déclaré avoir subi une inspection (Mogrovejo et al. 2020).

À Madagascar, un cadre politique en matière de SST et certaines institutions existent, mais les services gouvernementaux qui sont censés jouer un rôle de soutien dans l'amélioration des conditions de travail, en particulier la sécurité et la santé, ont une portée limitée. Selon les études de cas menées en 2017 et 2018, les capacités des inspecteurs du travail étaient trop limitées pour garantir le respect de la législation sur la SST. Les ressources humaines et matérielles étaient insuffisantes pour effectuer des inspections en matière de sécurité et de santé au travail, et les activités des inspecteurs se limitaient à la médiation, à la délivrance de permis de travail pour les heures supplémentaires et à la vérification des contrats de travail. Ces restrictions ont particulièrement affecté la capacité des inspecteurs à opérer dans les régions rurales et éloignées de la capitale, ainsi que dans les entreprises informelles. Les travailleurs des exploitations de coton et des usines d'égrenage ont déclaré n'avoir jamais reçu la visite d'un inspecteur.

La lacune la plus couramment constatée est le manque de ressources et de personnel dédié et qualifié pour fournir des services de conseil - inspections de SST et services de santé au travail au niveau national - en particulier dans les zones rurales où se déroulent souvent des activités agricoles. Les zones rurales ont souvent très peu, voire pas du tout, de prestataires de services de formation et de conseil, d'inspecteurs du travail ou de prestataires de services de sécurité et de santé au travail. En outre, les institutions chargées de fournir ces services manquent souvent de l'expertise technique et des connaissances et compétences spécifiques au secteur nécessaires pour remplir leurs fonctions. De même, lorsqu'il existe des prestataires de services de santé au travail, la qualité et la gamme des services fournis, en particulier dans les zones rurales, sont faibles. Les rares ressources disponibles en matière de

SST sont principalement destinées aux grands employeurs des zones urbaines.

### 3.3 Canaux de soutien

Les organisations non gouvernementales ou para-gouvernementales et les partenariats public-privé apportent leur soutien aux parties prenantes des chaînes d'approvisionnement mondiales.

La Fédération nationale des producteurs de café de Colombie a été créée en 1940 pour élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à soutenir les producteurs de café du pays. L'une de ses principales fonctions est de garantir l'achat du café des producteurs à un prix transparent. La Fédération publie également un prix quotidien du café qui sert de référence aux producteurs non membres pour éviter de vendre leur café à un prix inférieur à celui reconnu par le marché international. Par cette politique, la Fédération tente de s'assurer que le prix et les conditions de paiement proposés par les autres intermédiaires et acheteurs correspondent au prix de référence officiel. La Fédération a également soutenu plusieurs autres initiatives liées à la formation à la SST des agents de vulgarisation rurale, à la collecte de données, ainsi qu'à l'éducation des agriculteurs sur les régimes de retraite (OIT 2017a).

Les programmes gouvernementaux non spécifiques à la SST peuvent également être des facteurs d'amélioration de la SST, comme l'existence d'une stratégie industrielle ou d'une stratégie de développement rural et de développement durable (mentionnée en Colombie, en République démocratique populaire lao et à Madagascar pour le coton). En Colombie, des organisations créées sous l'égide de la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie ont été mises en place pour coordonner les activités de marketing et de valorisation de la marque dans le pays et créer une image nationale pour le café du pays. En République démocratique populaire lao, le Département de la vulgarisation agricole et des coopératives fournit des services de vulgarisation, notamment des formations techniques à des groupes d'agriculteurs, diffuse des informations et encourage l'utilisation de

machines et de technologies de production modernes.

Les grandes entreprises d'un pays peuvent être des vecteurs d'amélioration. Outre le marketing et la gestion de marque, la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie a soutenu le développement de grandes entreprises de torréfaction et de broyage à forte intensité de capital, d'intermédiaires logistiques, de coopératives et de canaux de distribution pour la vente sur les marchés nationaux et étrangers.

En République démocratique populaire lao, le secteur privé est de plus en plus impliqué dans la fourniture de services sociaux et de vulgarisation agricole. Il est courant que les entreprises engagées dans un modèle d'agriculture contractuelle<sup>17</sup> avec les petits exploitants fournissent un soutien pour améliorer leurs compétences et leurs pratiques agricoles. Leur objectif à moyen et long terme est d'obtenir une certification. Par exemple, une entreprise soutient 1 700 producteurs de café en leur proposant des formations sur les bonnes pratiques agricoles, sociales et environnementales, ainsi que sur la transformation du café. Elle s'engage également dans des activités de responsabilité sociale des entreprises, notamment en fournissant gratuitement des soins médicaux de base et un accès à l'eau potable aux agriculteurs sous contrat. Dans la province de Champasak, la présence de grandes entreprises déjà certifiées et qui aident leurs fournisseurs à obtenir la certification peut fournir un effet de levier et une infrastructure pour la promotion et la mise en œuvre de la SST (Boquiren et Idrovo 2020).

Des organismes tiers contribuent également à la mise en place de programmes de soutien. Pour le coton à Madagascar, les producteurs dans le cadre de l'initiative Better Cotton ont reçu le soutien du projet de la Banque mondiale *Pôles Intégrés de Croissance et Corridors*, du Conseil interprofessionnel du coton et d'une société d'égrenage. Un programme de formation annuel conçu pour renforcer les capacités a été fourni gratuitement aux producteurs. En 2017,

près d'un tiers des producteurs du pays y ont participé. Toujours à Madagascar, un soutien financier a été apporté aux exportateurs de litchis dans le cadre de l'initiative de l'UE sur les pesticides entre 2010 et 2014 pour mener des actions sur le contrôle du soufre et aider à la mise en conformité avec GLOBALG.A.P. et avec les règles complémentaires de l'Evaluation des risques en matière de pratiques sociales (GRASP). Les améliorations apportées aux stations de traitement du soufre sont en grande partie attribuables à ce dernier programme.

Les programmes de l'OIT, tels que le Fonds Vision Zéro, soutiennent également les améliorations de la SST en renforçant les cadres juridiques et politiques, en développant les capacités des partenaires sociaux et des institutions ayant un mandat en matière de SST et en soutenant la mise en œuvre de solutions concrètes directes pour renforcer la SST des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement concernées. Le Fonds Vision Zéro réunit des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs, des entreprises et d'autres parties prenantes des chaînes d'approvisionnement mondiales afin de s'attaquer conjointement aux causes profondes des déficits en matière de SST dans les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales. Des recherches menées au Myanmar ont montré que l'on obtient une plus grande durabilité et un plus grand impact dans les lieux de travail grâce à l'engagement de nombreux groupes de parties prenantes, dont le gouvernement, le secteur privé, les organisations de travailleurs, les employeurs et les travailleurs (Ryan et Htay, 2021).

Les détaillants d'intrants jouent également un rôle important en fournissant des informations aux agriculteurs, en particulier sur l'utilisation sûre des produits agrochimiques. Ils sont souvent la seule source d'information des agriculteurs sur l'utilisation sûre des produits chimiques. Au Myanmar, les détaillants d'intrants fournissent souvent des informations sur la SST aux agriculteurs qui veulent acheter des produits

17 En République démocratique populaire lao, "de nombreux petits exploitants pratiquent l'agriculture contractuelle avec des investisseurs (entreprises ou coopératives). Dans le modèle le plus courant, le petit exploitant fournit la main-d'œuvre et la terre, et l'investisseur apporte le capital, la technologie et la commercialisation. Dans le cadre de ce modèle, les agriculteurs et/ou les ménages sont en mesure de maintenir leur accès à la terre tout en s'assurant un revenu plus stable, une technologie améliorée et une productivité agricole" (Boquiren et Idrovo 2020).

agrochimiques, notamment sur les produits appropriés à utiliser (reliant productivité et SST), les risques chimiques et les mesures à prendre pour prévenir l'exposition aux produits chimiques dangereux (Ryan et Htay 2021).

Les associations et coopératives industrielles peuvent aider à résoudre les problèmes d'organisation découlant du grand nombre de petits exploitants. En République démocratique populaire lao, les agriculteurs membres de coopératives qui ont un contact direct avec les acheteurs internationaux de café sont plus susceptibles de recevoir une formation sur la SST que les agriculteurs non organisés. Les coopératives peuvent également être nécessaires pour que les petits exploitants reçoivent certaines certifications, telles que GLOBALG.A.P.

Un manque de coopératives a été identifié comme une contrainte pour les producteurs de gingembre dans l'étude de cas du Myanmar (Boquiren et Infante Villarroel 2018). Au Myanmar, les producteurs de gingembre ne sont pas autorisés à être certifiés s'ils n'ont pas de personnalité juridique. Avec le soutien du Fonds Vision Zéro, des groupements coopératifs ont été créés au Myanmar. L'organisation des agriculteurs a facilité l'accès à des marchés d'exportation plus lucratifs, et les exigences de qualité fixées par les acheteurs mondiaux ont conduit à l'adoption de multiples mesures

de prévention en matière de SST. Des améliorations de la productivité, de la qualité des produits et de la SST ont été constatées. Les groupements coopératifs jouent un rôle important dans la fourniture d'informations sur la SST et la promotion de la sécurité et de la santé dans les exploitations agricoles. On a observé que l'adoption des mesures de SST était plus forte et plus ancrée dans les villages et parmi les agriculteurs engagés dans un groupement coopératif doté d'un comité exécutif fort (Ryan et Htay 2021). En formant les négociants, les transformateurs, les entrepôts, les détaillants d'intrants et les groupes coopératifs, les mesures de SST sont plus efficacement intégrées dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et pas seulement au niveau de l'exploitation agricole.

L'absence d'organisations formelles de travailleurs agricoles a également été citée en Colombie comme une contrainte importante pour l'accès aux informations et à la formation en matière de SST (OIT 2017a). Cette contrainte n'a pas été explicitement citée dans les autres études de cas, mais elle est probablement applicable dans la plupart des pays. Au Myanmar, l'étude de cas sur le gingembre révèle que les organisations de travailleurs préconisent une utilisation correcte des pesticides et fournissent des formations aux groupes d'agriculteurs ; toutefois, la portée de ces actions reste limitée (Boquiren et Infante Villarroel 2018).

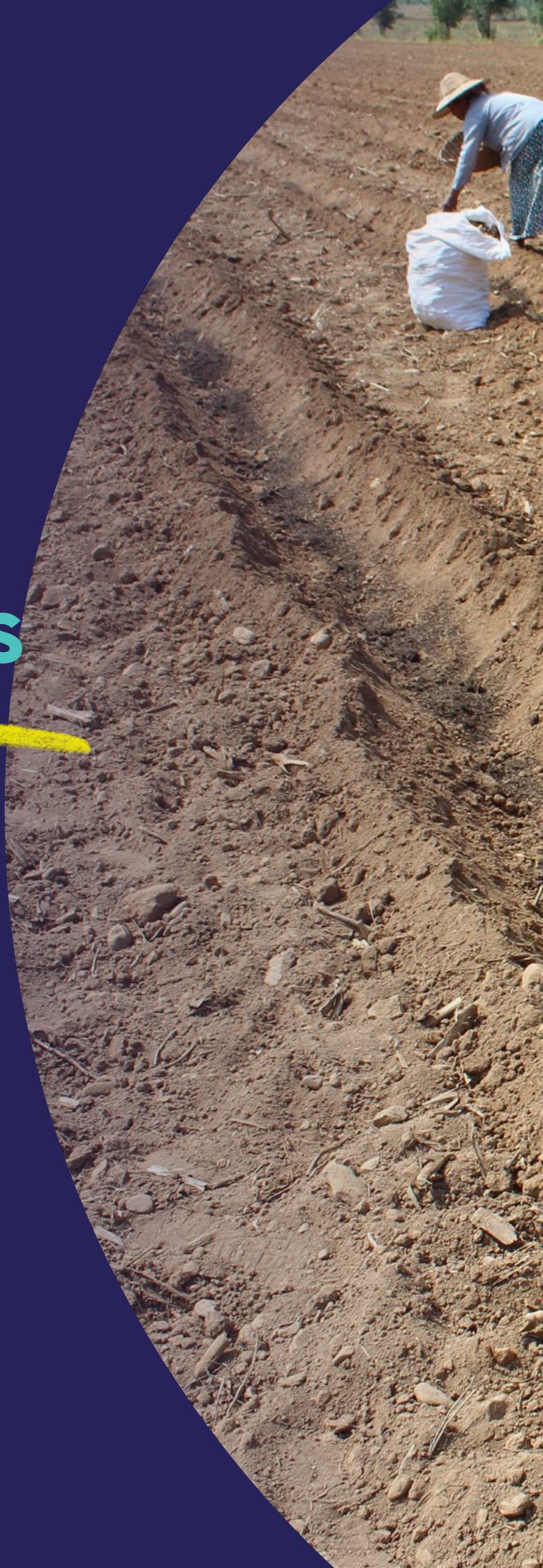




# 4

## Conclusions

---









## 4. Conclusions

---

L'analyse des études de cas suggère que la plupart des travailleurs de l'étape de l'exploitation agricole de la chaîne d'approvisionnement sont de petits exploitants, ce qui est synonyme de travail informel, qui ne bénéficie généralement d'aucun programme national de SST existant. Ils ne sont pas sensibilisés ou n'ont pas la capacité financière d'investir dans l'amélioration de la SST. Le besoin saisonnier et à court terme de travailleurs pour la récolte dans l'agriculture favorise les accords de travail temporaire et/ou informel. Les travailleurs de la phase d'exploitation agricole sont susceptibles d'être exposés aux dangers et risques professionnels identifiés, et manquent souvent de mécanismes pour faire face aux conséquences qui en découlent.

Le système national de SST est insuffisant dans tous les pays des études de cas. La capacité à mener des inspections au-delà des grands sites des zones urbaines et à fournir des informations, des formations et des services de conseil en matière de SST est limitée. Les petits exploitants ont rarement accès aux services de santé au travail et à une couverture sociale. C'est également le cas pour les travailleurs temporaires, qui ne sont couverts que pendant la durée de leur emploi, voire pas du tout. La capacité d'adaptation des travailleurs est également faible en raison de l'accès insuffisant aux services de santé (en particulier dans les zones rurales où l'agriculture se pratique généralement). En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, les travailleurs qui ont recours à des soins médicaux doivent souvent les payer de leur poche.

La raison la plus souvent citée par les fournisseurs pour investir dans l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail est la demande de satisfaire aux normes des acheteurs qui font l'objet d'initiatives de conformité privées. Les travailleurs employés dans des exploitations agricoles ou dans des installations de transformation qui produisent pour le marché intérieur ou les marchés asiatiques ne sont pas tenus de se conformer

aux initiatives de conformité privées. Dans l'ensemble des pays étudiés, plus de la moitié de la production était destinée à des marchés finaux "peu exigeants" tels que ceux-ci.

Les initiatives privées de contrôle de conformité ont également leurs limites, et les preuves de l'impact des politiques d'approvisionnement durable des entreprises multinationales sur la SST au niveau des fournisseurs restent peu évidentes. Les risques ergonomiques (port de charges lourdes, mouvements répétitifs et positions inconfortables), les risques biologiques liés aux piqûres d'insectes ou d'autres nuisibles, et les risques psychosociaux sont les trois risques professionnels qui ne sont souvent pas spécifiquement couverts par les initiatives privées de contrôle de conformité. Cependant, ces dernières constituent un moyen efficace pour promouvoir l'amélioration des pratiques des fournisseurs, et peuvent servir de mécanisme pour intégrer les exigences de SST.

Les résultats présentés dans ce rapport de synthèse (et les études de cas sous-jacentes analysées) fournissent un premier aperçu des questions de SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du secteur agricole. Toutefois, les recherches disponibles sur un certain nombre de sujets sont limitées. Des éléments probants dans les multiples domaines décrits ci-dessous fourniraient une description plus solide des dangers et des risques pour la santé et la sécurité au travail auxquels les travailleurs sont confrontés, des profils de vulnérabilité ainsi que des facteurs et des contraintes permettant d'améliorer les résultats :

- **Expansion des produits:** Des recherches sont nécessaires sur un certain nombre de catégories de produits supplémentaires, comme les légumes et les noix.
- **Analyse des risques professionnels:** Il est nécessaire de disposer de données plus nombreuses et de meilleure qualité sur les risques professionnels (la probabilité de survenance d'une blessure ou d'une



maladie et la gravité de la blessure ou de l'atteinte à la santé).

- **Profils professionnels:** Les vulnérabilités propres à un genre pourraient s'appuyer sur une recherche sectorielle pour créer des profils généraux de main-d'œuvre sur la division des professions masculines et féminines afin d'identifier les segments présentant des tendances spécifiques au genre.
- **Études de la chaîne complète:** Afin d'évaluer pleinement les facteurs et les contraintes, la cartographie et l'analyse doivent couvrir toutes les étapes de la chaîne d'approvisionnement (intrants, composants, produits finis, et commercialisation et distribution finales). Des informations primaires et secondaires sur les caractéristiques générales du secteur, des données sur les risques professionnels, ainsi que les facteurs incitatifs et les obstacles pourraient être recueillis pour chaque étape de la chaîne. Les connaissances disponibles sont fortement concentrées sur le stade de l'exploitation agricole, avec une évaluation limitée des produits intermédiaires et finaux et aucune évaluation ou perspective des acheteurs finaux dans les étapes de commercialisation et de distribution après la fabrication.
- **Plusieurs pays:** Ces études pourraient être menées dans plusieurs pays afin de présenter une image complète des problèmes au niveau mondial. Les études par pays ont tendance à se concentrer sur les parties de la chaîne situées dans ce pays et à exclure les opérations réalisées dans d'autres pays. Ces études pourraient également être menées dans des pays à différents stades de développement économique.
- **Analyse globale par produit et analyse globale de l'agriculture:** La recherche pourrait être menée au niveau du produit, tout au long de la chaîne, dans plusieurs pays. Ces informations pourraient ensuite être combinées et analysées pour créer un profil global spécifique au produit. Une fois ce processus établi pour plusieurs produits, les informations relatives à l'ensemble des produits pourraient être combinées afin de créer une analyse globale du secteur agricole.
- **Impact des politiques d'approvisionnement durable sur la SST au niveau des fournisseurs:** Comme le suggèrent Tessier et al. (2018, 32, "[l]es recherches doivent être approfondies pour documenter, de manière systématique et comparable, l'impact des politiques d'approvisionnement durable sur la SST, au niveau des fournisseurs, en particulier au-delà du premier niveau". La recherche pourrait se concentrer sur des pratiques innovantes qui vont au-delà des difficultés rencontrées pour mettre en œuvre des politiques d'approvisionnement durables et documenter les conditions d'une gestion efficace de la SST chez les fournisseurs.
- **Système national de SST:** Au niveau des pays, des recherches spécifiques pourraient être menées sur les différents éléments du système national de SST et sur la coordination entre les différentes institutions responsables de la SST. Celles-ci permettraient de mieux cerner les lacunes et les possibilités de renforcer le cadre et les capacités institutionnelles pour soutenir l'amélioration de la SST au niveau des lieux de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du secteur agricole.
- **Systèmes de gestion de la SST sur le lieu de travail:** La recherche pourrait aussi se concentrer sur les défis et les opportunités liés à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes de gestion de la SST dans le secteur agricole, en particulier dans les petites et moyennes entreprises.

Ces dernières années, il apparaît clairement que les chaînes d'approvisionnement mondiales subissent de profonds changements entraînés par de multiples forces de transformation mondiales qui perturbent les systèmes de production mondiaux, refaçonnent la distribution de valeur le long des chaînes d'approvisionnement mondiales et redéfinissent la manière dont les entreprises et les nations font progresser le développement durable (PNUD et WEF 2019). Ces forces comprennent le changement climatique, les perturbations environnementales et, plus récemment, la pandémie de COVID-19 (OIT 2020). Elles ont un impact sur la demande et l'offre dans les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales et des répercussions sur

la SST. Ces changements peuvent faire surgir ou amplifier des difficultés et des opportunités pour l'amélioration de la SST.

Afin de mieux informer les parties prenantes dans l'élaboration de stratégies efficaces pour garantir des chaînes d'approvisionnement plus sûres et plus salubres, il est également important d'effectuer des recherches sur ces forces perturbatrices et sur leur incidence sur les résultats et les pratiques en matière de SST dans les chaînes d'approvisionnement de l'agriculture, sur les stratégies, les réponses et les motivations des parties prenantes dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, et sur les difficultés auxquelles ces dernières font face pour atténuer les incidences négatives sur la SST à tous les niveaux de la chaîne.

# Références

---

- Boquiren, Marian, et Ivan Idrovo. 2020. *Improving Occupational Safety and Health in the Global Value Chain of Coffee in Lao People's Democratic Republic: Drivers and Constraints. Etude de cas*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-bangkok/documents/publication/wcms\\_761319.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---sro-bangkok/documents/publication/wcms_761319.pdf)
- Boquiren, Marian, and Mariana Infante Villarroel. 2018. *A Case Study of Drivers and Constraints for Occupational Safety and Health Improvement in the Ginger Global Value Chain from Myanmar*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/yanon/publications/WCMS\\_647316/lang--en/index.htm](https://www.ilo.org/yanon/publications/WCMS_647316/lang--en/index.htm)
- OIT. 2001. *Principes directeurs concernant les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail, ILO-OSH 2001* OIT: Genève. Il est disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---safework/documents/normativeinstrument/wcms\\_107727.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---safework/documents/normativeinstrument/wcms_107727.pdf)
- . 2010. *La sécurité et la santé dans l'agriculture. Recueil de directives pratiques*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse: [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_159459.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_159459.pdf)
- . 2012. *Programme de formation sur le développement d'un programme national sur la sécurité et la santé au travail, Module 1 : L'Approche stratégique de l'OIT en matière de sécurité et de santé au travail*. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/safework/info/instr/WCMS\\_376988/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/safework/info/instr/WCMS_376988/lang--fr/index.htm)
- . 2013a. "Promouvoir le développement rural par la sécurité et la santé au travail". Note de synthèse du BIT. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_232363.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_232363.pdf)
- . 2013b. "Inspection du travail et initiatives de vérification privées : tendances et enjeux". Document d'information en vue de la Réunion d'experts sur l'inspection du travail et le rôle des initiatives de vérification privées. Genève, 10-12 décembre 2013 Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---lab\\_admin/documents/meetingdocument/wcms\\_230806.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---lab_admin/documents/meetingdocument/wcms_230806.pdf)
- . 2014. *Global Action Guide for WIND, Work Improvement in Neighbourhood Development: Practical Approaches for Improving Safety, Health and Working Conditions in Agriculture*. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---safework/documents/instructionalmaterial/wcms\\_241019.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---safework/documents/instructionalmaterial/wcms_241019.pdf)
- . 2016a. Résolution concernant le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, 105e Conférence Internationale du Travail, Genève, 2016. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_498352.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_498352.pdf)
- . 2016b. *Travail décent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, rapport IV*, Conférence internationale du Travail, 105e session, Genève, 2016. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_468095.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_468095.pdf)
- . 2017a. *Chaînes de valeur mondiales de l'alimentation et de l'agriculture : facteurs incitatifs et contraintes pour l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail. Volume 2 - Trois études de cas*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---lab\\_admin/documents/publication/wcms\\_593280.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---lab_admin/documents/publication/wcms_593280.pdf)
- . 2018. *Sécurité et santé au travail dans les chaînes de valeur mondiales - Kit de démarrage Evaluation des facteurs incitatifs et des contraintes pour l'amélioration de la SST dans les chaînes de valeur mondiales et formulation d'interventions : Guide pour les responsables de la mise en œuvre*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---lab\\_admin/documents/publication/wcms\\_593280.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---lab_admin/documents/publication/wcms_593280.pdf)



- . 2019. *Supporting Companies' Occupational Safety and Health Performance: A Guide for Employers and Business Membership Organizations on OSH Advocacy and Services*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---act\\_emp/documents/publication/wcms\\_741660.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---act_emp/documents/publication/wcms_741660.pdf)
- . 2020. *Le COVID-19 et ses répercussions sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Note sectorielle de l'OIT, 17 avril 2020. Département des politiques sectorielles, BIT, Genève*. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---sector/documents/briefingnote/wcms\\_747486.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---sector/documents/briefingnote/wcms_747486.pdf)
- OIT, OCDE, OIM et UNICEF. 2019. *Mettre fin au travail des enfants, au travail forcé et à la traite des êtres humains dans les chaînes d'approvisionnement mondiales*. Genève: OIT, OCDE, OIM et UNICEF. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---ipecc/documents/publication/wcms\\_716930.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipecc/documents/publication/wcms_716930.pdf)
- Fondation Lloyd's Register et GALLUP. 2019. *The Lloyd's Register Foundation World Risk Poll : Full Report and Analysis of the 2019 Poll*. Fondation Lloyd's Register : Londres Disponible à l'adresse : [https://wrp.lrfoundation.org.uk/LRF\\_WorldRiskReport\\_Book.pdf](https://wrp.lrfoundation.org.uk/LRF_WorldRiskReport_Book.pdf)
- Mogrovejo, Rodrigo, Pilar Cariño, Rodolfo Arias et Francisco Abardía. 2020. *Improving Occupational Safety and Health in the Global Value Chain of Coffee in Mexico: Drivers and Constraints – A Case Study*. OIT: Genève. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---lab\\_admin/documents/publication/wcms\\_749646.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---lab_admin/documents/publication/wcms_749646.pdf)
- Rasolonjatovoarivelo, Fetra Henri. 2020. *Chaîne d'approvisionnement du textile de Madagascar: Facteurs incitatifs et contraintes pour l'amélioration de la sécurité et de la santé au travail: Etude de cas*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse: [https://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/resources-library/publications/WCMS\\_740888/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/topics/safety-and-health-at-work/resources-library/publications/WCMS_740888/lang--fr/index.htm)
- Ryan, Kallene et Aung Myang Htay. 2021. *Vision Zero Fund Myanmar: Outcomes and Practices Assessment 2017- 2020*. Genève: OIT. Disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-yangon/documents/publication/wcms\\_773057.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-yangon/documents/publication/wcms_773057.pdf)
- Tessier, Lou, Alice Faudot-Miguet et Anna Buxaderas Rierola. 2018. *La sécurité et la santé au travail dans les politiques d'approvisionnement durable des multinationales. Résumé des résultats de recherche pour l'agriculture et le textile*. Genève: OIT. Il est disponible à l'adresse : [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_dialogue/---lab\\_admin/documents/publication/wcms\\_652214.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_dialogue/---lab_admin/documents/publication/wcms_652214.pdf)
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). 2018. *Commodities at a Glance No. 10: Special Issue on Coffee in East Africa*. Disponible à l'adresse : [https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditccom2018d1\\_en.pdf](https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditccom2018d1_en.pdf)
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) et WEF (Forum économique mondial). 2019. *Reshaping Global Value: Technology, Climate, Trade – Global Value Chains Under Pressure*. Disponible à l'adresse : [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_Reshaping\\_Global\\_Value\\_Report.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_Reshaping_Global_Value_Report.pdf)
- USDA (Département de l'Agriculture des États-Unis). 2020. "Coffee Annual, Mexico", 14 mai 2020. Disponible à l'adresse : [https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Coffee%20Annual\\_Mexico%20City\\_Mexico\\_05-15-2020](https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Coffee%20Annual_Mexico%20City_Mexico_05-15-2020).
- Walters, David, et Philip James. 2009. *Understanding the Role of Supply Chains in Influencing Health and Safety at Work*. IOSH: Wigston, Royaume-Uni. Disponible à l'adresse : <https://iosh.com/media/1468/iosh-understanding-the-role-of-supply-chains-full-report-2009.pdf>
- . 2011. "What motivates employers to establish preventive management arrangements within supply chains?" *Safety Science*, 49 (7): 988–994.



# VISION ZERO FUND

Service de l'administration du travail,  
de l'inspection du travail et de la sécurité  
et santé au travail (LABADMIN/OSH)

Organisation Internationale du Travail  
Route des Morillons 4  
CH-1211 Geneve 22  
Suisse

[ilo.org/vzf](http://ilo.org/vzf)  
[vzf@ilo.org](mailto:vzf@ilo.org)

## Donateurs actuels et passés



Federal Ministry  
for Labour and Social Affairs



Federal Ministry  
for Economic Cooperation  
and Development



This project is funded by  
the European Union



Sweden  
Sverige



Norad

SIEMENS  
Ingenuity for Life



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ce rapport est un produit du projet du Fonds Vision Zéro "Comblers les lacunes en matière de données et de connaissances sur la SST dans les chaînes d'approvisionnement mondiales pour renforcer le modèle de responsabilité partagée". **Ce document a été élaboré avec l'aide financière de l'Union européenne.** Les opinions exprimées ici ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant l'opinion officielle de l'Union européenne.



This project is funded by  
the European Union



Organisation  
internationale  
du Travail

SECURITE  
+ SANTE  
POUR TOUS

Le Fonds Vision Zéro fait partie de l'initiative Sécurité  
+ Santé pour Tous, programme phare de l'OIT visant  
à instaurer une culture du travail saine et sûre.

ISBN 978-92-2-036014-9



9 789220 360149